

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 2003, les discussions à l'OMC ont encore une fois été source d'inquiétude. Nous avons eu des sueurs froides lorsqu'un nouveau texte déposé à 24 heures de la fin de la conférence ministérielle de Cancún, en septembre 2003. Il contenait des propositions désastreuses pour l'avenir de notre système de mise en marché et risquait d'être adopté à la dernière minute.

À la suite de Cancún, les travaux de l'OMC ont été interrompus, mais les dernières propositions de cette rencontre pourraient très bien servir de point de départ aux futures discussions.

Afin de soutenir le gouvernement canadien dans ses efforts pour obtenir une entente qui permettra le maintien de la gestion de l'offre à l'issue des négociations, nous avons développé avec nos partenaires, dès le début de l'année, un plan pour promouvoir la gestion de l'offre et faire valoir ses bénéfices. La création de *G05 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre*, qui réunit des individus, des organisations et des

entreprises bénéficiant de notre système, constitue un des éléments-clés de la stratégie. Le lancement de la Coalition au Québec, en juillet 2003, s'est avéré un franc succès et plusieurs provinces ont le projet de lancer ce type de coalition chez eux.

Comme on le voit, nous sommes tributaires des décisions prises ailleurs et vulnérables aux conditions du commerce international. C'est d'ailleurs ce que nous vivons avec la crise de l'ESB depuis mai 2003. La fermeture des frontières aux bovins canadiens a provoqué des pertes chez les producteurs de lait qui laissent un manque à gagner moyen d'environ 10 000 \$ par ferme, sur une base annuelle, et ce, malgré les programmes publics d'aide aux producteurs.

Cette perte, qui s'applique directement sur le revenu net des producteurs, a fragilisé la situation financière de nos fermes laitières. Le fait que nous n'ayons pas encore un prix du lait qui couvre le coût de production, incluant une rémunération du travail et du capital n'a certainement pas aidé.

À ce propos, la CCL a accordé une hausse, pour le lait de transformation, de 2,36 ¢ le litre en 2003 et de 2,19 ¢ en 2004. Du côté du lait de consommation, nous avons obtenu 3 ¢ le litre en 2003. Pour 2004, nous avons convenu, à la fin de 2003, de réclamer une hausse de 4 ¢ le litre. Bien qu'un écart important subsiste entre les hausses obtenues et une augmentation permettant à 50 % des producteurs de couvrir leur coût de production, comme s'est engagée à le faire la CCL d'ici le 1^{er} février 2006, on peut quand même constater que nos pressions commencent à porter leurs fruits.

Toutefois, si on se compare aux autres maillons de notre industrie, soit aux transformateurs, distributeurs et détaillants, nous sommes encore loin d'obtenir leur rendement. Nous n'arrivons même pas à retirer un salaire pour notre travail qui s'approche de celui des ouvriers des usines de transformation, sans parler des avantages sociaux.



MESSAGE FROM THE CHAIRMAN

In 2003, the discussions at the WTO once again were a source of concern. We were taken aback when a new text, which looked like it might be adopted at the last minute, was tabled 24 hours before the end of the Cancun Ministerial Conference in September 2003. It contained proposals that would be disastrous for the future of our marketing system.

The WTO negotiations were interrupted after Cancun, but the last proposals put forward could very well serve as a starting point for future discussions.

At the beginning of the year, in support of the Canadian government's efforts to obtain an agreement that will allow supply management to be maintained, we developed a plan with our partners to promote supply management and emphasize its benefits. The creation of the *G05 Coalition for a Fair Agricultural Model, Supply Management*, bringing together individuals, organizations

and companies that benefit from our system, is the cornerstone of our strategy. The official launch of the Coalition in July 2003 was highly successful and several other provinces have planned to launch this type of coalition.

We are obviously dependent on decisions made elsewhere and vulnerable to international trade. This is exactly what we have been experiencing with the BSE crisis since May 2003. The closing of borders to Canadian cattle has caused losses for dairy producers, leaving an annual shortfall of \$10,000 per farm, despite government assistance programs for producers.

This loss, which directly affects producers' net income, has weakened the financial position of our dairy farms. The fact that we do not yet have a price for milk that covers the cost of production, including a return on labour and capital, certainly has not helped.

In this regard, the Canadian Dairy Commission increased the price of industrial milk by 2.36¢ per litre in 2003 and 2.19¢ in 2004. For fluid milk, we obtained 3¢ per litre in 2003. For 2004, we had agreed, at the end of 2003, to call for an increase of 4¢ per litre. Even though a large gap persists between the increases obtained and an increase that would allow 50% of producers to cover their cost of production, which the CDC has committed itself to do by February 1, 2006, we can nonetheless see that our pressure is starting to produce results.

However, if we compare ourselves to the other participants in the supply chain – the processors, distributors and retailers – we are still a long way from obtaining their return on investment. We cannot even draw a salary for our labour that is close to what processing plant workers earn, not to mention employee benefits.


L'augmentation des besoins canadiens au cours de l'année a cependant de quoi réjouir; il en a résulté un accroissement du quota total du Québec de 4,5 %. Nous suivons de près l'évolution des besoins canadiens afin de réagir aux signaux des marchés et d'ajuster rapidement le niveau de production. Il est d'ailleurs dans notre intérêt d'agir ainsi, car la décision de l'OMC sur le lait d'exportation, à la fin de 2002, a laissé peu de marge de manœuvre pour écouler les surplus. Il est essentiel de s'en tenir à la production permise parce qu'il n'y a plus de place pour le hors quota. En effet, nous sommes déjà aux prises avec des surplus structurels de solides non gras dont nous devons nous départir à vil prix. C'est un problème que nous devons aborder de front au niveau canadien dans le cadre du Plan national de commercialisation du lait.

Par ailleurs, il est nécessaire de revoir régulièrement les éléments qui composent nos ententes nationales. Lors de ces discussions, certaines divergences peuvent survenir entre les provinces. Ces désaccords sont plus souvent provoqués par une vision différente des problèmes que par une réelle mésentente sur l'absolue nécessité de travailler ensemble. Chaque province, même si elle parle au nom de ses producteurs, garde en tête l'importance de maintenir des ententes nationales pour permettre une discipline de marché et un rapport de force que ce regroupement permet d'exercer. Le démantèlement de ces ententes sonnerait le glas, à plus ou moins brève échéance, de la gestion de l'offre.

Enfin, à la demande des producteurs, une démarche de réflexion et de consultation sur les transactions de quota a été entreprise. Nous ne pouvons savoir, actuellement, ce qui résultera de cette démarche. Mais une chose est certaine, il fallait permettre aux producteurs de débattre de cette question afin qu'ils

puissent analyser les avantages et les inconvénients du mode de transaction précédemment utilisé et évaluer son impact sur leur entreprise et la production laitière. Le moment venu, les producteurs prendront l'orientation qui sera, j'en suis certain, la plus avantageuse pour la production laitière québécoise.

Face aux défis auxquels nous sommes et serons confrontés, les producteurs doivent plus que jamais être solidaires. Et c'est regroupés dans une mise en marché unifiée au Canada que nous serons le plus en mesure d'affronter l'avenir.



Jean Grégoire, président

The increase in Canadian requirements during the year is good news, however, resulting in a 4.5% increase in the total Quebec quota. We are closely monitoring changes in Canadian requirements to respond to market signals and adjust the production level quickly. It is in our interest to take this approach since the WTO decision on export milk at the end of 2002 left little leeway to sell off surpluses. It is essential to keep within the permitted production level because there is no room for over-quota production. As it is, the industry has to cope with structural surpluses of non-fat solids, which must be sold at rock-bottom prices. This is a Canada-wide problem that will have to be addressed through the National Milk Marketing Plan.

We also need to regularly review the clauses of our national agreements. During these discussions, some differences of opinion may arise between provinces. These disagreements are more often caused by a different view of the problems than by any real

disagreement as to the need to work together. Each province, even though it speaks on behalf of its own producers, bears in mind the importance of maintaining national agreements that foster market discipline and the balance of power that comes from presenting a united front. The dismantling of these agreements would, sooner or later, sound the death knell of supply management.

Finally, at the request of producers, a discussion and consultation process has begun on quota transactions. We do not know at this point what the outcome will be, but one thing is certain – producers had to be allowed to debate this issue so that they can analyze the advantages and disadvantages of the method currently used and evaluate the impact on their farm and on dairy production. I am sure that when the time is right, producers will adopt the position that is most advantageous for Quebec dairy production.

Given the challenges that we are and will be facing, producers must act in solidarity more than ever; we will be in a better position to confront the future if we are part of a united Canada-wide marketing system.



Jean Grégoire, Chairman